

## Bulletin d'histoire politique

# Les sondages de la Commission d'information en temps de guerre (1943-1945)

Claude Beaugard, Pierre Grégoire et Monik Beaugard



Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

L'histoire militaire dans tous ses états

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060208ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060208ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Beaugard, C., Grégoire, P. & Beaugard, M. (2000). Les sondages de la Commission d'information en temps de guerre (1943-1945). *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 220–233. <https://doi.org/10.7202/1060208ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Les sondages de la Commission d'information en temps de guerre (1943-1945)<sup>1</sup>



Claude Beaugard, Pierre Grégoire et Monik Beaugard\*

## Introduction

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement canadien porta une attention particulière à l'opinion publique. Mackenzie King, qui tenait à éviter les erreurs commises au cours de la Première Guerre mondiale, s'informait régulièrement des doléances des francophones et des anglophones du pays<sup>2</sup>. Les sondages, réalisés par la Commission d'information en temps de guerre (dorénavant Commission d'information), ont permis au gouvernement fédéral d'analyser et ainsi de mieux prendre en compte les attitudes des Canadiens sur une foule de sujets<sup>3</sup>. L'utilisation des sondages eut aussi des répercussions sur la vie politique. Le rôle du député fut sans doute transformé par le travail des sondeurs. En effet, ceux-ci pouvaient « consulter » directement la population et présenter les résultats de leurs recherches en pourcentage, selon des critères bien précis (l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, les revenus, la province, la langue, etc.), de sorte que le gouvernement préféra utiliser les services des sondeurs, au lieu de s'informer auprès des députés.

Les premiers sondages d'opinion au Canada furent effectués en 1941, année de la création de la maison Gallup. Selon le politologue Guy Lachapelle de l'Université Concordia, Mackenzie King aurait insisté pour que George Gallup fonde l'Institut canadien de l'opinion publique. Cet institut était une association coopérative regroupant 26 quotidiens canadiens qui publiaient le résultat des enquêtes<sup>4</sup>. L'utilisation de sondages à des fins politiques commença en 1942. Ainsi, le 20 août 1942, la maison Gallup et l'Institut canadien de l'opinion publique faisaient parvenir un rapport confidentiel au directeur du Bureau d'information publique. Il s'agissait d'un sondage « effectué auprès des Canadiens français de la province de Québec

---

\* Claude Beaugard est historien au ministère de la Défense nationale. Pierre Grégoire est historien et archiviste et Monik Beaugard est analyste au ministère de la Défense nationale. Il n'y a aucun lien de parenté entre les auteurs.

afin de déterminer les différences d'attitude qui existent entre les Canadiens français et les Canadiens anglais au sujet de questions de l'heure<sup>5</sup> ». Les auteurs soulignaient que le rapport pouvait « contribuer à unifier la nation<sup>6</sup> » et insistaient pour que les renseignements « demeurent strictement confidentiels<sup>7</sup> ». On voit donc, à cette époque, des liens s'établir entre le gouvernement et les sondeurs.

Dès le début de la guerre, le gouvernement fédéral était parfaitement conscient de l'importance stratégique de l'information. Au mois de décembre, il mit en place le Bureau d'information publique (Bureau of Public Information) qui, en 1940, passa sous la responsabilité du ministère des Services nationaux de guerre. Or, en 1942, Mackenzie King, insatisfait du travail du Bureau d'information publique, le remplaça par la Commission d'information en temps de guerre (Wartime Information Board) qui relevait directement de lui. Les résultats du plébiscite du 27 avril 1942 y étaient sans doute pour quelque chose, puisque la propagande devint par la suite beaucoup plus agressive. En fait, la Commission d'information remplissait deux mandats. D'une part, elle devait « vendre » la guerre aux Canadiens, et plus particulièrement aux Québécois, et, d'autre part, elle devait informer le gouvernement fédéral sur ce que pensaient ces mêmes Canadiens.

Pour ce faire, la Commission d'information utilisa, à partir de 1943, les sondages. Il revenait au « Reports Branch » de présenter les résultats des enquêtes au Comité de guerre du Cabinet<sup>8</sup>.

Les sondages cherchaient à répondre à des questions précises et doivent être, par le fait même, situés dans le contexte politique de l'époque. Ces sondages ne servaient pas seulement à guider l'action du gouvernement pendant la guerre, mais aussi à préparer l'après-guerre et plus particulièrement la réélection des libéraux. Yves Vaillancourt, qui a étudié l'évolution des politiques sociales au Québec de 1940 à 1960, a bien décrit le rôle de l'information dans la mise en place et la promotion de la stratégie du gouvernement fédéral. Il souligne :

[qu'en] 1943, le CCF [Cooperative Commonwealth Federation] était devenu une force électorale importante en Ontario et en Saskatchewan et, sur la scène fédérale, les résultats d'élections partielles et les sondages Gallup montraient que ce parti était en avance sur les deux autres grands partis. Dans une telle conjoncture, marquée par la rapide progression des idées de gauche, les stratèges du PLC [Parti libéral du Canada] se mirent à avoir peur de perdre le pouvoir lors des élections prévues pour la fin de la guerre. Se sentant menacées politiquement par une telle éventualité, les personnes qui jouaient des rôles clefs dans les hauteurs du gouvernement fédéral et du PLC à Ottawa, notamment Claxton et Pickersgill, s'activèrent fébrilement, à l'automne 1943, pour élaborer une stratégie capable de leur permettre de sortir de l'impasse et de retrouver graduellement la confiance de l'électorat<sup>9</sup>.

La propagande de guerre permit au gouvernement fédéral de faire la promotion de l'État-providence. Lors des élections de 1945, le slogan des libéraux était : « Votez libéral pour un nouvel ordre social<sup>10</sup>. » Ainsi, sur la base du travail des censeurs et des sondeurs, le gouvernement put proposer un nouvel ordre social étroitement relié aux aspirations des Canadiens.

### **Présentation des rapports**

Nous avons utilisé, dans le cadre de nos analyses, 32 rapports de la Commission d'information. Ces rapports ont été publiés de janvier 1943 à avril 1945 et sont numérotés de 1 à 60 (voir le tableau en annexe). Cependant, il faut noter que 28 rapports sont manquants, ce qui représente un peu plus de 46 % de l'ensemble. Toutefois les rapports disponibles sont en nombre suffisant pour donner une bonne idée du corpus<sup>11</sup>. De la première à la dernière enquête, les rapports de la Commission d'information se présentent tous sensiblement sous la même forme. Deux types de données sont en effet utilisées et analysées : les éditoriaux des principaux journaux du pays, qui sont regroupés par thèmes et présentés selon leur fréquence. Deuxièmement, la Commission d'information a effectué de nombreux sondages auprès de la population durant cette période, de manière à connaître son opinion sur des questions telles que les besoins en information, les relations entre franco-phones et anglophones, ou encore, les espoirs suscités par l'après-guerre. Il faut noter ici que, si l'espace alloué aux éditoriaux est relativement important pour les cinq premiers rapports, il décroît notablement pour les autres, au profit de l'analyse des attitudes de la population. Bref, par l'entremise de ces deux sources d'information, le gouvernement de l'époque avait entre les mains un tableau assez judicieux des courants d'opinion qui animaient alors la vie collective.

### **Les thématiques qui ressortent des rapports**

Il n'est pas facile de regrouper sans ambiguïtés et sans recoupements les enquêtes de la Commission d'information. Cependant, un certain nombre de thématiques assez circonscrites ressortent de l'ensemble. Les voici en ordre d'importance quantitative :

1. Les attitudes des Canadiens face à la guerre et à l'après-guerre. Cette thématique inclut les sous-thématiques suivantes :

- a) les sacrifices que la population est prête à consentir ;
- b) les efforts de guerre et la guerre en général ;
- c) les attitudes face à l'avenir, à la participation internationale du Canada et au maintien de la paix après la guerre en cours ;

2. les sondages qui concernent l'information en général (besoins en information, les informations souhaitées, méthodes de propagande, etc.) ;

3. les attitudes face au gouvernement fédéral dans ses relations avec les provinces ou encore les attitudes face à diverses mesures gouvernementales (impôts, règlements, etc.) ;

4. les relations entre les Québécois et les autres Canadiens, brossées dans deux rapports faits à un an d'intervalle et auxquels on peut associer le rapport sur les régionalismes au Canada ;

5. des sondages variés portant entre autres sur les effectifs des Forces canadiennes, la main-d'œuvre, les dons de vivre à l'Europe après la guerre, etc.

Ces thématiques couvrent donc un large spectre des attitudes des Canadiens : perceptions du présent et de l'avenir ; besoins en information ; appréciation du gouvernement ; problématique du sentiment d'unité nationale, particulièrement délicate pour un gouvernement soucieux de se maintenir au pouvoir. Dans les quelques paragraphes qui suivent, nous présenterons succinctement chacune des thématiques identifiées.

De nombreux sondages examinent donc les attitudes des Canadiens face au présent (c'est-à-dire la guerre) et face à l'avenir. On peut comprendre assez facilement l'enjeu qu'il y avait à connaître les limites de l'effort de guerre de la population et son niveau de tolérance aux nouveaux sacrifices à faire. Et comme on entrevoyait déjà la fin de la guerre en 1943, il semblait important de savoir comment les Canadiens percevaient la participation du Canada à un futur organisme international destiné à régler la paix mondiale. Nous reviendrons en détail sur cette thématique.

En ce qui concerne les sondages reliés à l'information, il est important de noter la position « idéologique » du rédacteur, position que l'on pourrait qualifier d'appel à la transparence informationnelle. En effet, non seulement l'information est présentée comme un moyen incontournable pour modifier les « opinions subjectives », mais elle est aussi présentée comme un élément essentiel au renforcement du moral de la population. Selon le rédacteur, l'information permet également de faire comprendre et admettre des mesures administratives parfois impopulaires dans le cadre d'un effort de guerre difficile. Plusieurs commentaires du rédacteur sur l'information, non dénués d'une certaine dose d'autocritique, peuvent se résumer par la citation suivante :

Dans la diffusion de *nouvelles concernant la guerre*, on se heurte surtout au problème de la sécurité militaire. La censure exercée pour des raisons purement militaires n'offusque personne, mais il faut toujours être vigilant, car certains pourraient invoquer la sécurité pour camoufler des considérations moins avouables, comme la crainte des conséquences politiques ou morales d'une mauvaise nouvelle<sup>12</sup>.

Les attitudes face au gouvernement permettent d'évaluer les effets d'une mesure administrative, par exemple, sur le moral ou l'humeur des Cana-

diens. D'une manière générale, les sondeurs constatent que la population fait très confiance à ses dirigeants, mais ils prennent aussi acte de la grogne qui pouvait apparaître contre des mesures restrictives comme celles touchant le beurre ou la bière. On comprend facilement l'utilité de tels sondages pour le gouvernement, lui permettant, le cas échéant, de rectifier le tir ou d'aller plus loin dans une direction prometteuse.

Au chapitre des perceptions entre les Québécois et les autres Canadiens, les résultats révèlent une dégradation progressive de l'estime entre les deux groupes. En effet, l'opposition des Québécois au service militaire obligatoire et leur sentiment affiché que le Canada en avait déjà fait assez suscitérent de vives critiques de la part des autres provinces. Le clivage, perceptible mais nuancé lors du premier sondage en février 1944, s'accroît nettement en février 1945 : les deux groupes ont des points de vue et des options diamétralement opposés sur la guerre et le rôle que devrait y jouer le Canada. Les commentaires du rédacteur sont à ce propos judicieux :

Une première constatation saute aux yeux : les deux groupes « se tirent dessus », mais ratent la cible ; leurs opinions divergent plutôt qu'elles ne se heurtent. [...] Un désaccord direct suppose toujours que les parties vivent dans le même monde d'idées et s'entendent sur le sens de la question controversée ; or, les réponses notées plus haut révèlent plutôt la coexistence, au Canada, de deux univers idéologiques étrangers l'un à l'autre<sup>13</sup>.

Les sondages permettent d'établir le portrait statistique des Québécois, qui pourrait se résumer comme suit :

- un très fort taux d'indécis, comparable à celui que l'on retrouve dans les Maritimes, bien que généralement plus élevé ;
- des opinions énoncées qui les associent à la classe ouvrière et aux catégories les moins instruites de la population canadienne ;
- une population jeune ;
- une méfiance envers le gouvernement fédéral et une identification nettement provinciale ;
- une certaine xénophobie, signalée par le sondage sur l'immigration, les Québécois étant les moins enclins à favoriser l'arrivée d'immigrants au Canada ;
- un rejet de l'effort de guerre ou encore le sentiment exprimé que le Canada a déjà fait plus que sa part ;
- l'impression de ne pas être compris par les autres Canadiens.

Cette liste n'est pas exhaustive mais elle illustre éloquemment le clivage dont nous parlions précédemment. Finalement, en ce qui concerne la dernière thématique, rappelons simplement qu'elle regroupe des sujets d'intérêts variés mais quelque peu secondaires, dont il est difficile de tirer des tendances.

## **Les attitudes des Canadiens face à la guerre et à l'après-guerre**

La première thématique, celle qui regroupe les attitudes des Canadiens face à la guerre et à l'après-guerre représente environ 31 % du total des sondages. C'est dire son importance pour les sondeurs. En fait, avec le clivage entre le Québec et le reste du Canada, cette thématique représente sans aucun doute le point central des sondages. En effet, savoir comment les Canadiens percevaient la guerre, jusqu'où ils étaient prêts à se rendre en terme de sacrifices, comment ils jugeaient la participation du Canada à un futur organisme de maintien de la paix, etc., était sans nul doute crucial pour le gouvernement de l'époque.

L'analyse de ce groupe de rapports fait ressortir clairement un certain nombre d'éléments généraux :

- la population dans son ensemble exprime un besoin de grands changements, faisant de l'après-guerre une étape plus qu'une fin en soi ;
- les sondages font état d'une population confiante dans la victoire des Alliés ;
- la population, dans son ensemble, est prête à faire d'autres sacrifices pour assurer cette victoire ;
- la confiance dans la victoire est forte et la peur de l'avenir est aussi exprimée ;
- la population de l'Ouest du pays favorise les engagements internationaux du Canada, tandis que le Québec et les Maritimes y sont moins favorables ;
- les Québécois « s'intéressent beaucoup moins que leurs concitoyens anglophones aux plans concernant l'après-guerre et beaucoup plus aux règlements et aux restrictions actuels<sup>14</sup> ».

Tout ce qui précède doit donc être pondéré par l'attitude des Québécois qui, dans leur ensemble, se démarquent nettement du reste des Canadiens en adoptant des positions régulièrement inverses. En effet, ici comme dans les sondages sur les relations entre les Québécois et les autres Canadiens, un clivage polarise les opinions, c'est-à-dire que les Québécois ne se sentent manifestement pas concernés par la guerre en cours. Les Québécois veulent limiter la participation du Canada à la guerre, ce qui, dit-on, provoque « l'indignation » de presque toutes les provinces, car le Québec « jouit selon elles d'un certain favoritisme<sup>15</sup> ». Si l'on reprend un peu plus en détail les trois points qui constituent la thématique sur les attitudes face à la guerre et à l'après-guerre, on peut retenir les éléments d'information suivants.

À propos des sacrifices, l'enquête du 1<sup>er</sup> janvier 1943 donne un ton qui va persister. Ainsi, à la question « Pensez-vous qu'on a demandé aux Canadiens de faire trop de sacrifices pour la guerre ou pas assez de sacrifices<sup>16</sup> ? », les résultats sont : Trop 9 %, Pas assez 45 %, À peu près assez 41 %, Indécis 5 %.

Sur le plan de l'effort de guerre, notons qu'en 1942, 72 % des Canadiens étaient satisfaits de cet effort avec le taux le plus élevé au Québec (81 %). Ce résultat étonnant doit être évalué, remarque le rédacteur, en fonction de la conviction « largement répandue parmi les Canadiens français que le Canada a déjà fait *plus* que sa part<sup>17</sup> ». En effet, à une question portant sur la confiance dans la gestion gouvernementale de l'effort de guerre, le Québec affiche le plus bas taux de confiance du Canada (43 % comparé à la moyenne nationale de 50 % avec un fort taux de sans opinion, 20 %)<sup>18</sup>. Dans le même sens, les Québécois seraient ceux qui refuseraient le plus de payer des impôts supplémentaires pour gagner la guerre (disposés : 36 % ; moyenne nationale : 60 %)<sup>19</sup>.

Finalement, en ce qui concerne les attitudes face à l'avenir, on constate que les Canadiens considèrent leur avenir économique avec « un pessimisme qui contraste fortement avec leur confiance en la victoire<sup>20</sup>. » À ce propos, le rédacteur signale ce paradoxe : plus de la moitié de la population attend la victoire avec plaisir et impatience tout en craignant qu'après celle-ci la situation économique soit mauvaise. À la question : « Pensez-vous que le Canada sera prospère après la guerre ? », on répond oui dans une proportion de 46 % et à « Pensez-vous qu'il connaîtra une crise économique ? », 41 % disent oui<sup>21</sup>. À la question « Quand la guerre sera terminée, pensez-vous que nous connaîtrons une période où beaucoup de personnes seront sans travail, ou pensez-vous que nous éviterons cette situation au Canada ? », 59 % des personnes interrogées estiment qu'il y aura de nombreux chômeurs et 30 % croient qu'on saura éviter cette situation<sup>22</sup>. Les données de l'enquête du 16 janvier 1943 permettent aussi de savoir « que les trois cinquièmes de la population désirent "de grands changements" dans leur mode de vie<sup>23</sup> ». Or la répartition géographique de ce désir va en croissant des Maritimes (55 % veulent des changements) jusqu'à la Colombie-Britannique (74 %), le Québec se prononçant en faveur avec un taux de 59 %, la moyenne canadienne étant de 68 %<sup>24</sup>. En ce sens, les espoirs exprimés par les Canadiens s'articulent aux aspects économiques (sécurité sociale, répartition équitable des richesses, assurance-maladie, etc.).

On pourrait dire en conclusion que toute la dynamique des attitudes face à la guerre et à l'après-guerre tire sa logique du clivage qui renvoie dos à dos le Québec et le reste du Canada. Ce clivage et les facteurs qui le déterminent permettent d'ancrer dès cette époque des différences « idéologiques » qui vont déterminer la création de contentieux entre les deux « races », comme on disait alors.

## **L'information**

L'information occupe une place importante dans les sondages de la Commission d'information. Les politiciens étaient conscients que l'information



représentait une arme de guerre. Ils se devaient donc d'être bien renseignés sur les attitudes des Canadiens, s'ils voulaient les influencer.

La façon dont la population réagissait aux événements internationaux intéressa donc la Commission d'information. Ainsi, après les succès remportés par les Alliés en Afrique, en 1942, les Canadiens se dirent que « le moment critique<sup>25</sup> » était passé. L'amertume des Canadiens envers le gouvernement fédéral diminua et la population fut prête à accepter de nouvelles restrictions.

L'attitude de la population envers l'information fait l'objet d'un sondage au mois de février 1943. La Commission d'information précise alors qu'elle s'occupe de « la qualité et du genre de nouvelles transmises aux citoyens à propos de la guerre et de la façon dont ceux-ci y réagissent<sup>26</sup> ». Selon l'auteur du rapport, une population mal informée représente un danger dans une démocratie. C'est pourquoi il faut découvrir les meilleurs moyens de la renseigner. En période de guerre, remarque encore le rédacteur du rapport, le travail des responsables de l'information est de communiquer le plus d'informations au public et de présenter ces informations de manière à inspirer confiance.

Le 8 mai 1943, la Commission d'information enquêta sur le genre d'information que souhaitaient obtenir les Canadiens. L'auteur souligne que :

les chiffres [...] sont parmi les plus saisissants qu'il nous ait été donné d'obtenir jusqu'ici. Qui aurait prédit que presque la moitié des citoyens voudrait être renseignée sur les plans concernant l'après-guerre alors que 1 sur 20 seulement souhaiterait en savoir plus sur le travail de l'ARC [Aviation royale du Canada]. Pourtant, à quelques chiffres près, les résultats sont presque sûrement exacts, et ils méritent réflexion<sup>27</sup>.

Le rédacteur suppose qu'il peut s'agir d'un signe de saturation et que la population a choisi en fonction des sujets les moins couverts par la presse et la radio. L'auteur cite en ce sens un journaliste qui croit que « si on inversait les pourcentages de la liste, ceux-ci correspondraient à peu de chose près à l'espace et au temps effectivement consacrés à ces sujets dans la presse et à la radio<sup>28</sup> ». Deux autres enquêtes ont porté sur ce sujet. Les résultats sont toujours les mêmes. L'enquête du 18 décembre 1943 souligne que « ce qui frappe le plus dans les données régionales [Maritimes, Québec, Ontario, Prairies, Colombie-Britannique] c'est leur uniformité. [...] "Les plans concernant l'après-guerre" arrivent en première place partout<sup>29</sup>. » L'enquête du 3 juin 1944 mentionne qu'au niveau de l'information souhaitée par les Canadiens, « les plans et les projets concernant l'après-guerre éclipsent tous les autres sujets d'intérêt public, comme ils le font depuis dix-huit mois<sup>30</sup> ». La Commission d'information et le gouvernement tiendront compte de cette demande exprimée par la population.

L'enquête du 5 juin 1943 porte sur les moyens d'information que les Canadiens trouvent les plus efficaces. La radio et les films sont les moyens qui permettent d'atteindre les segments de la population les moins accessibles, c'est-à-dire les personnes à faible revenu et les gens peu instruits. Les lecteurs de journaux sont généralement des hommes instruits au revenu élevé et habitant les grande villes<sup>31</sup>.

Au mois d'octobre 1943, la Commission d'information étudie les méthodes de propagande allemande. Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'excellent moral des civils Allemands en juillet de la même année : « On leur a bien expliqué la signification de la guerre [...] » ; « on a déployé une grande habileté dans l'interprétation des événements fâcheux [...] » ; « on a adopté une franchise inhabituelle dans la présentation des mauvaises nouvelles [...] » ; et « on a favorisé l'épanouissement d'un sentiment de solidarité et de participation à l'effort de guerre<sup>32</sup>... » Le rédacteur du rapport mentionne que « ce genre d'étude peut s'avérer particulièrement utile à des pays comme le Canada, où la population n'a pas eu à subir des pressions physiques et psychologiques comme celles auxquelles sont présentement soumis les Allemands<sup>33</sup> ». Plus loin, le rédacteur ajoute qu'il s'agit de cerner le « problème général du maintien du moral dans des conditions difficiles<sup>34</sup> ».

Enfin, le 18 novembre 1944, la Commission d'information se pencha sur les nouvelles concernant la guerre. Les Canadiens sont satisfaits de la place faite par la presse et la radio aux nouvelles consacrées aux combattants canadiens. Ainsi, 59 % des Canadiens déclarent qu'ils sont capables d'entendre les mauvaises nouvelles tout comme les bonnes. « Ils préféreraient apprendre sans tarder les revers ou les pertes, plutôt que d'en recevoir des échos édulcorés ou différés<sup>35</sup>. »

La Commission d'information enquêtait sur les sujets qui pouvaient intéresser les Canadiens, sur les meilleures façons de les communiquer ainsi que sur leurs réactions par rapport aux événements.

## **Conclusion**

Les rapports de la Commission d'information en temps de guerre nous permettent donc une double analyse : d'une part, de contenu et d'autre part, de leur utilisation par le gouvernement de l'époque.

En ce qui a trait au contenu, nous avons présenté un certain nombre de thématiques qui, nous l'espérons, ont souligné la diversité, mais aussi les lignes de force des sondages. D'une manière générale, elles vont dans le sens de l'étude de Guy Lachapelle ou encore du rapport de Wilfrid Sanders en 1942<sup>36</sup>. Retenons l'importance accordée par les répondants à l'après-guerre ainsi que l'inquiétude et les promesses d'un monde meilleur que cet après-guerre suscite.

Comme nous l'avons mentionné, les commentaires du rédacteur des rapports sur l'information nous permettent de comprendre l'importance du sondage pour identifier des points névralgiques tels que le clivage entre l'Est et l'Ouest canadien, entre les répondants instruits et ceux qui le sont moins, entre le Québec et le reste du Canada. Par ailleurs, il faut noter l'insistance du rédacteur à présenter une information franche et transparente, bien que cet objectif, souvent réitéré, s'inscrive dans une perspective gouvernementale et vise l'unité nationale.

Bref, comme le signalait le rédacteur de l'enquête du 24 avril 1943, les sondages permettent d'atteindre cette « rivière profonde dont nous n'avons même pas commencé à exploiter le potentiel<sup>37</sup> ». Et il ajoute plus loin :

[qu'il] est difficile de se rendre compte à quel point le peuple est fondamentalement malléable, à quel point il est disposé à se laisser diriger pendant une crise comme celle que nous traversons. L'ampleur et la complexité de la présente guerre sont telles que la population canadienne est obligée de mettre toute sa confiance en ceux qui la guident ; elle n'a pas le choix<sup>38</sup>.

Ainsi, on sait que les résultats des sondages furent gardés secrets par le gouvernement, ce qui lui donna un important avantage sur les autres partis politiques. Selon William Robert Young, la Commission d'information, en convainquant les Canadiens que le gouvernement avait adopté des mesures visant la satisfaction matérielle et l'égalité sociale, réussit à affaiblir l'opposition au parti libéral. Les libéraux, dit-il encore, adoptèrent pour leur campagne électorale de 1945 plusieurs des techniques que la Commission avait mise au point. Cela démontra aussi l'utilité des sondages d'opinion et des campagnes d'information guidés par des objectifs politiques partisans<sup>39</sup>.

Pour terminer, signalons que ces enquêtes, qui proposent à la fois des compilations statistiques et des analyses souvent pertinentes, nous offrent un tableau dynamique de l'opinion publique de l'époque, de son évolution et de ses ancrages moins passagers. Ces enquêtes permettent aussi de saisir l'accroissement du clivage entre les Québécois et les autres Canadiens sur l'effort de guerre et la participation du Canada à celle-ci. Force est de constater jusqu'à quel point ces mécontentements sont devenus une donnée de longue durée dans la dynamique identitaire des deux groupes majoritaires au Canada.

## ANNEXE

Le tableau présente l'ensemble des rapports disponibles en ordre de parution et comme on peut le constater, les rapports de la Commission d'information mettent en lumière de nombreux aspects de la société canadienne entre 1943 et 1945. On remarquera par ailleurs que les 32 rapports contiennent en fait 42 sondages, identifiés le cas échéant.

Numéro d'identification	Numéro de document	Numéro d'enquête	Table des matières	Date de parution	Période couverte par l'analyse
1	388	1	Changements attribuables aux bonnes nouvelles; déclin des rumeurs qui sèment la division. Disposition des Canadiens à faire d'autres sacrifices.	01-01-43	16-30/12/42
2	302	2	Attitudes de la population face au Canada d'après-guerre, basées sur un sondage national récent.	16-01-43	30/12-13/01/43
3	400	3	Satisfaction à l'égard de l'effort de guerre; attitudes face à l'augmentation des impôts.	30-01-43	13-27/01/43
4	408	4	Attitudes vis-à-vis de la quantité et de la valeur de l'information en temps de guerre au Canada.	13-02-43	28/01-10/02/43
5	496	9	État de l'opinion: estimation des attitudes actuelles à la lumière de « l'effort suprême » qui sera bientôt exigé.	24-04-43	09-22/04/43
6	509	10	Les besoins actuels en matière d'information: nouvelles constatations sur le genre d'information que souhaitent avoir les Canadiens.	08-05-43	23/04-06/05/43
7	537	12	Un problème de communication: constatations sur les moyens d'information que les Canadiens trouvent les plus efficaces à l'heure actuelle.	05-06-43	21/05-03/06/43
8	548	13	Confiance dans l'efficacité de l'effort de guerre: examen des attitudes actuelles.	19-06-43	04-17/06/43
9	555	15	Les premières réactions à l'invasion de la Sicile: sommaire des rapports des correspondants. La fierté nationale: des sondages récents révèlent le point de vue des Canadiens.	17-07-43	02-15/07/43
10	601	18	Les sacrifices: égaux ou pas? L'opinion des Canadiens sur l'équité avec laquelle divers groupes professionnels sont traités.	28-08-43	13-26/08/43
11	608	19	Régionalismes au Canada: constatations concernant le poids et le caractère des doléances des régions.	11-09-43	27/08-09/09/43
12	643	22	Exaltation du moral dans l'Allemagne nazie: examen des méthodes de propagande et de leurs effets.	23-10-43	08-21/10/43
13	649	23	Les besoins en main-d'œuvre; examen de l'opinion publique canadienne en octobre 1943. Le Canada et les engagements internationaux: attitudes des Canadiens à l'égard d'une participation active du Canada au maintien de la paix mondiale.	06-11-43	22/10-04/11/43

Numéro d'identification	Numéro de document	Numéro d'enquête	Table des matières	Date de parution	Période couverte par l'analyse
14	680	26	Information souhaitée : constatations récentes sur les domaines sur lesquels les Canadiens désirent le plus d'information.	18-12-43	03-16/12/43
15	682	27	Problèmes nationaux et problèmes internationaux. Les Canadiens ont tendance à donner la primauté aux premiers. Nourriture gratuite en Europe. Une majorité de Canadiens approuvent des dons de vivre du Canada après la guerre.	01-01-44	17-30/12/43
16	692	28	La réglementation du temps de guerre : attitudes des Canadiens face à son maintien en temps de paix.	15-01-44	31/12-13/01/44
17	701	29	I. Les préoccupations des Canadiens ; problèmes sur lesquels la population poserait des questions à ses députés. II. Information sur l'effort de guerre des Nations Unies : examen de l'intérêt suscité par certains membres moins connus.	29-01-44	14-27/01/44
18	713	30	L'immigration d'après-guerre : examen de l'attitude des Canadiens.	12-02-44	28/01-10/02/44
19	729	31	Le Canada français et le Canada anglais d'aujourd'hui : les relations interraciales, vues par la population.	26-02-44	11-24/02/44
20	786	37	I. Les Canadiens et la guerre contre le Japon : opinions sur la participation du Canada à la guerre, après la défaite de l'Allemagne. II. Les Allemands vus par les Canadiens : les premiers tenteront-ils de déclencher des guerres quelle que soit la forme de leur gouvernement ?	20-05-44	05-18/05/44
21	798	38	Information souhaitée (III) : sujets sur lesquels les Canadiens veulent en savoir le plus.	03-06-44	19/05-01/06/44
22	808	39	Les sacrifices : égaux ou pas ? (II) opinions des Canadiens sur l'équité dans le traitement de divers groupes professionnels.	17-06-44	02-15/06/44
23	817	40	Aspects des critiques actuelles : examen des plaintes contre l'administration gouvernementale.	30-06-44	16-30/06/44
24	856	45	I. Les possibilités de paix mondiale : degré de confiance de la population dans l'établissement, après la guerre, de relations internationales pacifiques. II. Les Nations Unies : si une divergence d'opinion surgit, quels pays sont les plus susceptibles d'être en désaccord ?	09-09-44	25/08-07/09/44
25	867	46	Que savent les Canadiens de l'administration des secours et de la reconstruction des Nations Unies ? À la veille de la réunion de	23-09-44	08-21/09/44

Numéro d'identification	Numéro de document	Numéro d'enquête	Table des matières	Date de parution	Période couverte par l'analyse
			cet organisme à Montréal, peu de Canadiens sont bien informés à son sujet.		
26	896	50	Les nouvelles concernant la guerre, dans la presse et à la radio : mettons-nous suffisamment l'accent sur les combattants canadiens, et comment devrions-nous traiter les mauvaises nouvelles ?	18-11-44	03-16/11/44
27	898	51	Gagner la guerre et préparer la paix : les Canadiens énumèrent les difficultés encore à surmonter ; ils font aussi le lien entre la présente guerre et le traitement accordé à l'Allemagne après 1918.	02-12-44	17-30/11/44
28	906	52	Les loyautés des Dominions et des colonies : les attitudes de la population canadienne envers les devoirs et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux.	16-12-44	01-14/12/44
29	916	53	I. La participation du Canada à la guerre contre le Japon. II. Les effectifs des Forces canadiennes : étendue des connaissances de la population à ce sujet.	30-12-44	15-28/12/44
30	939	56	Le Canada français et le Canada anglais d'aujourd'hui (II) : les relations interraciales, vues par la population.	10-02-45	25/01-08/02/45
31	966	59	Le Canada et les engagements internationaux (II) : attitudes des Canadiens à l'égard d'une participation active du Canada au maintien de la paix mondiale.	24-03-45	09-15/03/45
32	975	60	I. Les règlements du temps de guerre : le verdict de la population civile. II. Les actualités filmées : les Canadiens veulent en savoir plus sur leurs troupes.	07-04-45	23/30-05/04/45

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Communication présentée à la réunion annuelle de la Société historique du Canada au Congrès des sciences sociales et humaines, Université de Sherbrooke, 8 juin 1999.
2. Voir Wilfrid Sanders, *Jack et Jacques : l'opinion publique au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale* [1943], Montréal, Comeau & Nadeau éditeurs, 1996, 97 p.
3. Les enquêtes de la Commission d'information en temps de guerre sont disponibles aux Archives nationales du Canada, RG2, B2, vols. 49 et 50.
4. Guy Lachapelle, « La guerre de 1939-1945 dans l'opinion publique : comparaison entre les attitudes des Canadiens français et des Canadiens anglais », dans Serge Bernier, Robert Comeau, Béatrice Richard, Claude Beauregard et Marcel Bellavance (dir.), *La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités*, Actes du colloque du 6 au 9 octobre 1994, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n<sup>o</sup> 3/4, printemps/été 1995, p. 201-226.

5. Rapport confidentiel au sujet d'un sondage mené en juillet 1942 auprès des Canadiens français de la province de Québec par le Canadian Institute of Public Opinion - The Gallup Poll of Canada, dans Wilfrid Sanders, *op. cit.*, p. 21-40. Le rapport provient des archives de la Commission d'information en temps de guerre aux Archives nationales du Canada, RG 36, série 31, vol. 13, dossier 8-7-A.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. Pour connaître le travail du Comité de guerre du Cabinet, voir C. P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements : Les politiques de guerre du Canada 1939-1945*, Ottawa, 1970, 747 p.
9. Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, p. 105.
10. *Ibid.*, p. 104.
11. Le manque se répartit comme suit : 12 rapports manquants en 1943 ; 12 en 1944 et 4 en 1945. En 1943, les rapports 5, 6, 7 et 8 sont manquants alors qu'en 1944, ce sont essentiellement les rapports 32, 33, 34, 35 et 36 qui manquent, soit dans ce cas-ci un vide de près de 3 mois.
12. Commission d'information en temps de guerre (dorénavant Commission d'information), enquête numéro 4, 13 février 1943, soulignés dans l'original.
13. Commission d'information, enquête numéro 31, 26 février 1944.
14. Commission d'information, enquête numéro 29, 29 janvier 1944.
15. Commission d'information, enquête numéro 9, 24 avril 1943.
16. Commission d'information, enquête numéro 1, 1<sup>er</sup> janvier 1944.
17. Commission d'information, enquête numéro 3, 30 janvier 1943, souligné dans l'original.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*
20. Commission d'information, enquête numéro 2, 16 janvier 1943.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. Commission d'information, enquête numéro 1, 1<sup>er</sup> janvier 1943.
26. Commission d'information, enquête numéro 4, 13 février 1943.
27. Commission d'information, enquête numéro 10, 8 mai 1943.
28. *Ibid.*
29. Commission d'information, enquête numéro 26, 18 décembre 1943.
30. Commission d'information, enquête numéro 38, 3 juin 1944.
31. Commission d'information, enquête numéro 12, 5 juin 1943.
32. Commission d'information, enquête numéro 22, 23 octobre 1943.
33. *Ibid.*
34. *Ibid.*
35. Commission d'information, enquête numéro 50, 18 novembre 1944.
36. Guy Lachapelle, *op. cit.* et Wilfrid Sanders, *op. cit.*
37. Commission d'information, enquête numéro 9, 24 avril 1943, mot souligné dans le texte.
38. *Ibid.*
39. William Robert Young, *Making the Truth Graphic : The Canadian Government's Home Front Information Structure and Programmes During World War II*, University of British Columbia, Doctor of Philosophy, 1978, p. 5 et 297.